

PRIX NOBEL DE LA PAIX Le docteur Abou Eich de Ghaza proposé comme candidat

Le médecin palestinien Ezzedine Abou Eich, qui a perdu trois de ses filles lors d'un bombardement israélien pendant la guerre de Ghaza, a été proposé comme candidat au prix Nobel de la paix, a indiqué hier un ministre israélien. «J'ai été informé du fait que le docteur (Ezzedine) Abou Eich a été retenu par le comité Nobel comme candidat au prix Nobel de la paix, et j'ai tenu à le féliciter chaleureusement», a affirmé à l'AFP M. Avishai Braverman, ministre en charge des minorités.

Malgré la perte de ses trois enfants, dans le bombardement de la maison familiale en janvier, le docteur Abou Eich s'est engagé à œuvrer pour la paix entre Israël et les Palestiniens. «Nous devons vivre en paix. J'espère que ce seront les derniers enfants à mourir. Même si c'est un discours difficile à tenir, il doit être tenu», avait-il alors affirmé. Il a affirmé au site du journal Yédiot Aharonot que s'il devait obtenir le Nobel de la paix, il le dédierait aux peuples israélien et palestinien.

Le ministre Avishai Braverman a indiqué qu'il était ami avec le docteur Abou Eich «depuis de nombreuses années».

«C'est un homme qui a toujours œuvré pour la paix», a-t-il dit. «Malgré la tragédie qui l'a si durement frappé, il assure vouloir continuer d'agir en faveur de la paix. Je le respecte et l'estime. Cet homme est un symbole exemplaire de justice, de bonté et de tolérance pour le monde entier», a encore déclaré le ministre.

Plus de 1 300 Palestiniens ont été tués en 22 jours pendant l'offensive israélienne qui a pris fin le 18 janvier dans la bande de Ghaza, contrôlée par le mouvement palestinien Hamas.

AFRIQUE DU SUD

Abandon des poursuites contre le favori à la présidence

Le parquet général sud-africain a annoncé hier l'abandon des poursuites pour corruption contre le favori à la présidence Jacob Zuma, mettant un terme à huit ans d'enquête à moins de trois semaines des élections générales.

«Il n'est ni possible ni désirable pour le NPA (services du procureur général) de continuer les poursuites contre M. Zuma», a déclaré le procureur général Mokotedi Mpshe lors d'une conférence de presse à Pretoria.

Les chefs d'accusation doivent désormais être formellement retirés par un tribunal, ce qui mettra un point final à des années de rebondissements judiciaires sans lever toutefois tous les soupçons. Le procureur, qui ne s'est pas prononcé sur le fond du dossier, a expliqué avoir pris la «décision (la) plus difficile de sa carrière» après avoir reçu de nouveaux éléments communiqués par la défense du chef du Congrès national africain (ANC). Ces documents, des enregistrements de conversations téléphoniques, ont prouvé que l'ancien chef des services d'enquête du NPA, Leonard McCarthy, s'était conduit de manière «inappropriée» au moment de l'inculpation de Jacob Zuma. M. Mpshe a estimé

que M. McCarthy avait «abusé de ses pouvoirs» pour servir des motifs extérieurs à l'intérêt de la justice, au moment où il a décidé de la date de l'inculpation du dirigeant politique. «Cet abus de pouvoir (...) offense le sens de la justice et, dans ces conditions, il serait injuste de continuer les poursuites contre M. Zuma», a déclaré M. Mpshe. Le tribun zoulou avait été inculpé pour corruption, racket et fraude fiscale, en décembre 2007, quelques jours après avoir pris la tête de l'ANC au président Thabo Mbeki.

M. Mpshe a refusé de se prononcer sur une intervention de Thabo Mbeki dans le dossier. «Je n'ai pas trouvé de preuves suffisantes à ce sujet», a-t-il seulement dit. Jacob Zuma était soupçonné d'avoir sollicité — alors qu'il était vice-président du pays (1999-2005) — des pots-de-vin auprès de la filiale sud-africaine du groupe d'armement français Thales pour la protéger d'une enquête judiciaire.

Cet homme politique



Jacob Zuma.

très populaire, qui a toujours assuré être victime d'un complot, devrait devenir président de la République après les élections générales du 22 avril. Selon un sondage récent, l'ANC dispose en effet de 64,7% des intentions de

vote aux élections.

Hier, la décision du NPA a été acclamée dans plusieurs villes du pays par des centaines de ses partisans. Dans le centre de Johannesburg, où 500 militants ont dansé et chanté en son honneur, un bus à

deux étages arborait la mention : «Après huit ans, le harcèlement du NPA est finalement terminé. Zuma est notre président.»

Mais, dans les rangs de l'opposition, l'humeur était tout autre. Le principal parti d'opposition, l'Alliance démocratique (DA), a qualifié la décision de «révoltante» et a indiqué étudier les recours judiciaires possibles pour éviter que le dossier ne soit complètement enterré.

«La confiance dans notre justice est érodée», a ajouté Mvume Dandala, le candidat à la présidence du Congrès du peuple (Cope), un nouveau parti formé en décembre par des dissidents de l'ANC. L'abandon des poursuites évitera à l'Afrique du Sud d'avoir un président susceptible d'être condamné en cours de mandat, rien dans la Constitution n'interdisant les poursuites contre un président en exercice.

Mais les analystes relevaient que les soupçons contre le tribun zoulou resteraient vivaces. «Nous ne saurons jamais si Zuma est vraiment innocent», a ainsi souligné le chercheur Steven Friedman, interrogé par la télévision nationale SABC.

AFGHANISTAN

La loi controversée sur les femmes chiites pas encore appliquée

Une loi que des Etats occidentaux accusent de bafouer la liberté des femmes de la minorité chiite en Afghanistan n'est pas encore entrée en application et sera amendée si le gouvernement afghan estime qu'elle va à l'encontre des droits de la femme, selon une source officielle.

«La loi n'est pas encore promulguée», a déclaré hier à l'AFP Sultan Ahmad Baheen, porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Le «statut personnel des chiites» a été signé par le président Hamid Karzaï en mars mais les lois ne peuvent entrer en application que lorsqu'elles sont publiées au journal officiel du gou-

vernement, a-t-il rappelé.

«Le ministère de la Justice est en train d'étudier le texte pour s'assurer qu'il ne déroge pas aux engagements du gouvernement afghan au regard des conventions internationales sur les droits de la femme, et de l'homme en général», a ajouté M. Baheen.

«S'il y a un quelconque problè-

me, le ministère amendera le texte et le renverra devant le Parlement», a-t-il conclu. L'émotion de certains gouvernements occidentaux comme le Canada, les Etats-Unis, la France et l'Allemagne avait été provoquée par le texte initial voté par le Parlement sur proposition des députés chiites, avant qu'il soit amendé puis signé par M. Karzaï.

Samedi, le chef de l'Etat est monté lui-même au créneau assurant que rien de ce que redoutait la communauté internationale ne figurerait dans le texte final, mais il

ne l'a pas rendu public pour autant jusqu'à ce jour. Il a ensuite promis que le ministre de la Justice l'amendrait si nécessaire. Le texte initial prévoyait qu'une femme chiite devait «être prête à satisfaire sexuellement son mari et ne pas quitter la maison sans son autorisation, sauf en cas de besoin ou de difficulté».

La minorité chiite hazara représente environ 15% de la population afghane. Elle a fait campagne pour obtenir sa propre législation concernant la famille, distincte de celle de la majorité sunnite.

ARABIE SAOUDITE

Riyad puise dans ses réserves en devises pour soutenir l'économie

L'Arabie saoudite, premier exportateur de brut du monde, puise dans ses réserves en devises, estimées à quelque 400 milliards de dollars, pour soutenir sa croissance économique face aux effets de la crise financière mondiale, déclarent des économistes et banquiers à Riyad.

Un déclin dans les réserves nettes du royaume durant les trois derniers mois suggère que la puissance pétrolière y a recours pour injecter des liquidités dans son réseau bancaire et, probablement, pour financer les dépenses

publiques en matière d'investissements, ont-ils dit. Le résultat devrait être une croissance légèrement positive du PIB saoudien, au moment où la plupart des principales économies dans le monde et de certains voisins de l'Arabie

saoudite connaissent une contraction. SABB Bank, la succursale saoudienne du géant britannique HSBC, a prévu pour l'Arabie saoudite une croissance de 0,7% cette année, contre 4,2% en 2008, alors que la banque d'investissement Jadwa a prédit une croissance de 0,2%.

«L'économie se porte encore bien», a déclaré à l'AFP l'économiste John Sfakianakis de SABB,

ajoutant : «Je ne crois pas qu'ils ont des risques structurels».

«L'économie locale est assez saine», malgré la chute des recettes pétrolières, a expliqué pour sa part Paul Gamble de Jadwa. Dans son dernier rapport publié samedi, la Banque centrale saoudienne a fait état d'une baisse de près de 2% de ses réserves en février à 1.85 milliards de riyals (422,6 milliards de dollars), par

rapport à février. Ces réserves ont enregistré un record à 443,2 milliards de dollars en novembre 2008 à la faveur de l'envolée des cours du brut durant l'année précédente. Les dépenses du gouvernement pour financer des grands projets, estimées à quelque 400 milliards de dollars sur les cinq prochaines années, jouent un rôle crucial pour l'économie du royaume.